

**Décision n° 03-990**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 9 septembre 2003**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la Société Réunionnaise du Radiotéléphone**  
**(numéros de la forme 02 69 20 MC DU et 02 69 21 MC DU)**

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34-10 et L.36-7 ;

Vu le décret n° 96-1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2001 portant autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique ouvert au public dans la collectivité territoriale de Mayotte en vue de l'exploitation d'un service de communication personnelle conforme à la norme GSM ;

Vu la décision n° 98-75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu le courrier de la Société Réunionnaise du Radiotéléphone reçu le 15 juillet 2003 ;

Après en avoir délibéré le 9 septembre 2003 ;

**Décide :**

**Article 1er** - Les numéros de la forme :

02 69 20 MC DU et 02 69 21 MC DU

sont attribués à la Société Réunionnaise du Radiotéléphone (Siren : 393 551 007) pour l'exploitation d'un service numérique paneuropéen GSM CT 1, dans la communauté territoriale de Mayotte.

**Article 2** - La Société Réunionnaise du Radiotéléphone acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup>, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.34-10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1<sup>er</sup> ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la Société Réunionnaise du Radiotéléphone adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

**Article 5** - Le chef du service Opérateurs et ressources de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 9 septembre 2003

Le Président

Paul Champsaur